

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse  
Division de Bar-le-Duc  
14, rue Antoine Durenne  
Parc Bradfer – CS 70542  
55 013 Bar-le-Duc CedexY

Bar-le-Duc, le 23 octobre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21 septembre 2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Union Laitière de la Meuse (ULM)**

Le Nid du Cygne  
CS 20149  
55100 Bras-sur-Meuse

Références : Pad-EK/409-2023  
Code AIOT : 0006208331

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21 septembre 2023 dans l'établissement Union Laitière de la Meuse (ULM) implanté le Nid du Cygne CS 20149 55100 Bras-sur-Meuse. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La société ULM a augmenté ses capacités de production sans régulariser celles ci. Un arrêté préfectoral de mise en demeure de respecter les niveaux de rejets eau a été notifié, il a conduit l'exploitant à déposer plusieurs dossiers sans qu'une suite favorable n'y soit donnée par M le Préfet. La visite a également porté sur les risques d'incompatibilité chimique, cette thématique faisant l'objet d'une action régionale.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Union Laitière de la Meuse (ULM)
- le Nid du Cygne CS 20149 55100 Bras-sur-Meuse
- Code AIOT : 0006208331
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société coopérative ULM exploite un site industriel de collecte et traitement du lait. Elle est autorisée par l'arrêté préfectoral 2011-2884 du 28 juillet 2011. Les activités exercées sont destinées à la fabrication de beurre, crème et la séparation des différents constituants du lait.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

La coopérative ULM collecte la très grande majorité du lait du département de la Meuse, c'est un acteur majeur de cette filière pour le département, 380 millions de litres de lait sont collectés par an dont 208 sont envoyés sur le site de BRAS SUR MEUSE.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Rejets Aqueux	AP de Mise en Demeure du 09/10/2018, article 1	/	Astreinte	
3	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Lettre de suite	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Mise en œuvre des préconisations des FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 57-61	/	Sans objet
5	Identification et localisation des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société ULM ne respecte pas les niveaux de rejet autorisés par l'arrêté préfectoral de 2011, dispositions pour lesquelles elle est mise en demeure depuis le 9 octobre 2018. Toutefois, elle s'est engagée à régulariser cette situation en déposant un dossier de demande d'autorisation environnementale mis à jour en février 2024.

L'inspection propose d'imposer une astreinte administrative à compter du 1<sup>er</sup> mars 2024, en l'absence de dépôt de dossier de demande d'autorisation.

Concernant les risques d'incompatibilité chimique, l'inspection émet quelques remarques

concernant la gestion des stocks de produits dangereux.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Rejets Aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 09/10/2018, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> La société coopérative UNION LAITIERE DE LA MEUSE est mise en demeure de respecter les valeurs limites fixées à l'article 4.3.8. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2011-1484 du 28 juillet 2011. (les valeurs limites autorisées non respectées sont : Volume (400m <sup>3</sup> /j), DCO (50 kg/j)), Matières en suspension (14 kg/j), NTK (0,2 kg/j), Phosphore (0.8 kg/j) et DBO5 (10 kg/j))
<b>Constats :</b> En juin 2023, les niveaux de rejets (en moyenne mensuelle) sont les suivants : Volume (960m <sup>3</sup> /j), DCO (28.7 kg/j), Matières en suspension (5.2kg/j), NKJ (3.3 kg/j), Phosphore (1.4 kg/j) et DBO5 (4.7 kg/j). Les concentrations de rejet sont toutes respectées. Ces valeurs de juin 2023 sont représentatives du reste de l'année. Le débit de rejet eau reste nettement au-delà de la valeur fixée dans l'arrêté préfectoral, les flux de rejet en DCO, azote et phosphore sont également supérieurs à la valeur fixée. L'arrêté préfectoral de mise en demeure n'est toujours pas respecté. L'exploitant explique que les activités sur le site ont nettement évolué depuis l'arrêté préfectoral de 2011 en augmentant les activités de traitement du lait (production de beurre, crème et toute fraction du lait). Ces activités diverses nécessitent un besoin en eaux de lavage augmenté. La quantité d'eau rejetée étant directement liée à celle nécessaire aux lavages, celle-ci ayant augmenté depuis probablement 2015 et justifié l'arrêté préfectoral de 2018. En réponse, l'exploitant a déposé un dossier de demande d'autorisation en février 2019, qui n'a pas été jugé recevable (mai 2010). Des compléments ont été apportés par l'exploitant et une seconde demande de complément a été émise en septembre 2020 faisant notamment suite à l'accident sur site du 29 juin 2020. Enfin, une demande de cas par cas pour l'exploitation d'un nouveau forage et d'une augmentation du prélèvement de 115 000 m <sup>3</sup> /an à 250 000 m <sup>3</sup> /an. La décision du 24 février 2022, soumet cette demande, en raison du périmètre du projet puisque lié à l'extension des activités du site, à évaluation environnementale. Lors de la visite, l'exploitant a indiqué avoir que la direction de la coopérative était désormais stabilisée ainsi que les équipes. Il a été entrepris de nombreuses actions en 2022 visant à faire un diagnostic de l'établissement et compléter le dossier de demande d'autorisation. En particulier, un travail sur les consommations d'eau a été entrepris (baisse de 200 m <sup>3</sup> /J depuis le début 2023 par exemple). Pour ces raisons, le dossier de demande d'autorisation mis à jour et prenant en compte les consommations d'eau réelles actuelles ainsi que les rejets n'a pas été déposé. Par mail du 29 septembre 2023, la société ULM s'est engagée à déposer son dossier de demande d'autorisation pour fin février 2024. Au vu de l'ensemble de ces éléments, l'inspection estime que la société ULM a désormais pris en compte la nécessité de régulariser sa situation tout en menant les actions qui pourront le permettre. L'inspection note l'engagement du dépôt d'un dossier pour fin février 2024. L'inspection rappelle que le dépôt d'un dossier ne permettra pas le respect de la mise en demeure mais que au vu des échanges le dossier déposé en février 2024 pourra permettre à terme de régulariser les conditions d'exploitation. Pour autant, au regard du délai élevé depuis l'arrêté préfectoral de mise en demeure (5 ans), l'inspection propose de donner suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure, sous forme d'astreinte administrative afin d'assurer aucun nouveau report de délai. Il est proposé que cet arrêté préfectoral d'astreinte administrative, d'un montant de 100 €/j prenne effet à compter du 1 <sup>er</sup> mars 2024 en l'absence de dépôt de dossier de demande d'autorisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Astreinte
--

**N° 2 : Surveillance de l'installation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 57-61
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès aux installations, les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre.  L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, de personnes désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients des produits utilisés, fabriqués ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas de dérive ou d'incident.
<b>Constats :</b> Le magasinier est en charge de la gestion des produits chimiques. L'exploitant précise qu'il est formé sur ce sujet par l'organisme extérieur ALQUAL. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre. Le site est entièrement clôturé et les entrées sont filtrées. L'exploitant tient un registre des personnes présentes dans l'établissement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : État des matières stockées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
<b>Constats :</b> L'exploitant présente une liste des produits chimiques présents dans l'établissement. L'inspection relève sur ce document que l'exploitant ne mentionne pas le lieu de stockage des produits. L'inspection relève également des erreurs quand à la nature acide ou alcaline de certains produits. L'exploitant doit compléter son document et s'assurer de l'exactitude des informations mentionnées en les comparant avec les informations contenues dans la FDS des produits.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 4 : Mise en œuvre des préconisations des FDS**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Prévention des risques
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures

appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose des FDS relatives aux produits chimiques stockés dans l'établissement.  Le jour de l'inspection, l'exploitant présente la FDS des produits suivants : DIVOS 123 (produit alcalin) et DIVOS 1 (produit acide). L'inspection constate que ces 2 produits incompatibles sont stockés sur des rétentions séparées dans un bâtiment dédié où la ventilation est naturelle. L'inspection constate le jour de la visite la fraîcheur et l'absence d'odeur à l'intérieur du bâtiment laissant suggérer une ventilation suffisante.  L'inspection relève le jour de la visite deux produits incompatibles stockés en petits contenants sur la même rétention, il s'agit du DIVOS 80-20 (Base) et de l'ASEPTANIOS AF310 (Acide). L'exploitant a réagit en séparant ces 2 produits et en apporte la preuve par transmission de photographies à l'inspection par courriel du 26/09/2023.  Au niveau du stockage extérieur, l'inspection constate la présence sur la même rétention d'un tank de soude dilué à 2% et d'un tank d'acide nitrique dilué à 1%. Ces produits sont dilués afin d'être utilisés sur le site. L'exploitant précise qu'à de tel niveau de dilution la rencontre éventuelle entre ces 2 produits en cas de fuite ne présente pas de risque. <b>L'exploitant est tenu de s'assurer par un test que la réaction entre ces 2 produits dilués ne présente pas de risque et d'en transmettre les résultats à l'inspection dans un délai de 15 jours à compter de la réception du présent rapport.</b>
<b>Observations :</b> L'exploitant est tenu de s'assurer en tout temps de la bonne ventilation et de la fraîcheur en tout temps à l'intérieur du bâtiment de stockage des produits chimiques.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Identification et localisation des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Identification et localisation des risques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées (...). Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.  La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent
<b>Constats :</b> L'exploitant a identifié les risques présents dans l'établissement et les a reportés sur un plan. L'inspection constate que les risques sont rappelés à l'entrée de la zone de stockage des produits chimiques en petits contenants et à proximité directe du stockage extérieur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet